

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 87 (1946), p. 180-192

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1946\\_\\_87\\_\\_180\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1946__87__180_0)

© Société de statistique de Paris, 1946, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## V

### BIBLIOGRAPHIE

---

*Annuaire hydrologiques de la France. Années 1943 et 1944.* — Préparés par la Société hydrotechnique de France, sous l'égide du ministère de la Production industrielle. Deux volumes (18 × 27 cm.) de 171 et 188 pages, avec cartes et tableaux. — En vente à la Société hydrotechnique de France, 199, rue de Grenelle, Paris (7<sup>e</sup>).

Ces Annuaire 1943 et 1944, qui viennent de paraître, sont établis sur le même plan que les annuaires publiés depuis 1939. Ils comportent, pour chacune des 65 stations de jaugeage choisies de manière à caractériser les régimes hydrologiques des principaux bassins :

1<sup>o</sup> Un tableau des débits journaliers, avec indication des débits moyens mensuels de l'année courante, de la moyenne des débits moyens mensuels depuis la mise en service de la station et de cette même moyenne calculée sur la période de référence 1920-1943 44 commune à la majorité des stations étudiées;

2<sup>o</sup> Un graphique donnant la courbe des débits journaliers, celle des débits moyens mensuels et celle des débits classés pour l'année courante.

Cet ensemble de documents statistiques est précédé dans l'annuaire 1943 d'une intéressante étude de M. Waeber, ingénieur à la Société d'Électrochimie d'Ugine, sur le « Régime des torrents alpestres en haute altitude et spécialement d'un torrent glaciaire ».

L'Annuaire 1944 renferme deux études : la première, par MM. Tissier et Zaccagnino, est une « Monographie hydrologique de la Haute Dordogne »; la seconde, par M. Léo, concerne « la Mesure et l'estimation des débits ».

Chacun des deux volumes contient en outre une intéressante note sur les caractéristiques hydrologiques des années 1943 et 1944.



*La stabilité économique dans le monde d'après-guerre. Les conditions de la prospérité après le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix.* Sér. P., S. d. N., 1945, II. A. 2., 356 pages. — Fr. suisses : 10. —

La Société des Nations vient de publier la seconde partie du rapport de sa Délégation chargée de l'étude des dépressions économiques, sous le titre : *La stabilité économique dans le monde d'après guerre*. La première partie de ce rapport, qui a retenu l'attention de nombreux milieux, a été publiée en 1943 et traitait de la question du *passage de l'économie de guerre à l'économie de paix* (Sér. P., S. d. N., 1943, II. A. 3). Dans cette seconde partie, la Délégation s'occupe du problème plus lointain qui consiste à assurer la stabilité économique et l'emploi le plus complet des ressources de production lorsque ces ressources auront été réadaptées aux besoins du temps de paix.

Le rapport est divisé en deux sections. La première donne une description générale de la nature et du mécanisme des dépressions ; la seconde, qui se termine par un chapitre de conclusions, s'occupe des politiques destinées à assurer un niveau d'emploi stable et élevé.

Dans tout son rapport, la Délégation insiste sur le caractère international des dépressions et sur la nécessité d'une action internationale en vue de les combattre. Les dépressions « sont des phénomènes internationaux ou des phénomènes nationaux se propageant d'un pays à l'autre », fait elle observer, « et nous avons dû considérer l'influence qu'exerce la politique adoptée dans un pays sur l'activité économique d'un autre pays. Nous aurions complètement manqué notre but si nous avions présenté des propositions qui ne pourraient réduire le chômage dans une région qu'au prix d'un accroissement du chômage dans d'autres régions. »

*La nature des dépressions économiques.* — L'analyse fondamentale de la nature des dépressions et, par conséquent, le genre de solution nécessaire sont résumés comme suit dans les conclusions :

« Dans tout pays industriel, le niveau de l'emploi dépend du montant des dépenses. Si celles-ci ne suffisent pas à acheter la totalité de la production possible, certaines personnes se trouveront sans emploi. Dans toute économie où la population épargne une partie de son revenu, le maintien de la demande et, partant, de l'emploi, dépend du fait qu'un montant de dépenses équivalent sera consacré à des investissements. Dans les pays industriels avancés, où le processus de l'épargne et de l'investissement joue un rôle très important, le maintien de la demande s'avérera sans doute particulièrement difficile. Les dépressions qui apparaissent dans les pays en question sont dues principalement à ce que les modifications apportées aux plans d'investissement ne coïncident pas toujours avec les décisions concernant les épargnes. Lorsque les épargnes dépassent les investissements, elles se perdent et il en résulte du chômage.

Lorsque la demande diminue dans les industries d'investissement, le chômage apparaît et ne pourra être enrayé que si cette demande revient à son niveau antérieur ou si elle est remplacée par une autre forme de demande. »

L'ensemble de la demande est classé comme suit :

- ( I ) Consommation privée ;
- ( II ) Investissements privés ;
- ( III ) Dépenses publiques consacrées à des marchandises courantes et à des services ;
- ( IV ) Dépenses publiques d'investissement ;
- ( V ) Investissements étrangers nets.

« Le but d'une politique de lutte contre les dépressions doit être de maintenir la demande globale. L'un quelconque des éléments constitutifs de cette demande globale peut théoriquement compenser la diminution survenant dans tout autre élément ; mais, en pratique, comme les ressources de production ne jouissent pas d'une mobilité complète — la main-d'œuvre, par exemple, ne peut se déplacer immédiatement d'un métier ou d'un emploi à un autre — une compensation rapide de ce genre pourra s'avérer impossible. C'est là l'une des principales difficultés que présente l'élaboration d'une politique visant à neutraliser les dépressions. »

Les différents types de dépressions et les effets des dépressions sur les divers types de pays sont étudiés successivement. En conséquence, des chapitres spéciaux sont consacrés aux dépressions cycliques, qui constituent la forme la plus universelle et la plus grave, à la dépression chronique, au chômage dans certaines régions ou dans certaines industries et, enfin, aux difficultés particulières que doivent affronter les pays producteurs de matières premières et de denrées alimentaires.

Mais la Délégation souligne principalement l'importance du processus d'investissement comme cause de chômage et la majeure partie de la discussion sur la politique à suivre est donc consacrée aux dispositions qui devraient être adoptées dans les pays très industrialisés, ainsi qu'aux mesures d'ordre international et à la coordination des politiques internationales.

*Mesures recommandées dans les pays très industrialisés.* — Parmi les mesures internes suggérées, les suivantes occupent une place prépondérante :

A. — Mesures exerçant une influence stabilisatrice sur la consommation privée :

(1) Toutes les mesures concernant les assurances sociales, notamment l'assurance-chômage, parce qu'elles contribuent à maintenir les revenus nominaux et la demande des consommateurs lorsque l'activité économique diminue (à cet égard, la Délégation fait observer : « Notre conclusion générale est que, quels que puissent être les changements apportés aux divers taux de salaires, l'ensemble des salaires payés, c'est à-dire le revenu global du travail, doit, autant que possible, être maintenu stable en période de dépression »);

(2) Mesures permettant de faire varier les primes des assurances sociales ainsi que les taux d'imposition de telle façon qu'ils soient majorés lorsque l'emploi est élevé et abaissés lorsque l'emploi est moins considérable;

(3) Mesures tendant à amener une plus grande égalité dans la répartition des revenus sans arrêter le progrès économique (par exemple, mesures visant à améliorer l'hygiène publique, à accroître les occasions d'ordre économique et les facilités d'ordre éducatif ainsi qu'à réduire les prix des marchandises de première nécessité, notamment par un abaissement des tarifs douaniers et par une amélioration des méthodes de production);

(4) Mesures tendant à répartir plus largement la possession de capitaux (par exemple, mesures assurant aux petits épargnants des facilités adéquates d'investissement);

(5) Mesures permettant de faire varier les conditions de crédit appliquées aux achats à tempérament de façon à rendre ceux-ci plus faciles en période de dépression et moins aisés en période de boom.

B. — Parmi les mesures concernant les investissements privés :

(1) Encouragements à la construction de maisons d'habitation, grâce à une plus grande souplesse des taux d'intérêt hypothécaire et des périodes d'amortissement, à l'assurance des hypothèques, mesures visant à contrecarrer les éléments monopoleurs et à réduire les coûts financiers lorsque ceux-ci sont indûment élevés;

(2) Aménagement, dans toute la mesure possible, des projets de constructions publiques selon les variations accusées par les constructions privées;

(3) Recueil et publication de renseignements (par exemple, statistiques concernant l'importance et la répartition, par âge, du stock d'outillage et le volume des adjonctions courantes dans les diverses industries) qui aideront les directions des entreprises à déterminer leur politique d'investissement;

(4) Mesures tendant à éviter l'imposition excessive des capitaux supportant des risques, qui est de nature à compromettre l'esprit d'entreprise;

(5) Dispositions prévoyant de larges déductions pour l'amortissement et le vieillissement du matériel dans les calculs afférents aux impôts sur les sociétés;

(6) Réunion de statistiques concernant les stocks de matières premières et publication de ces statistiques sous forme de tableaux internationaux;

(7) Politiques de crédit permettant de créer les conditions monétaires nécessaires pour le succès de la lutte contre les dépressions.

C. — Parmi les mesures concernant les dépenses publiques et la politique fiscale :

(1) Politique de dépenses prévoyant, autant que possible, la concentration des dépenses publiques d'investissement sur les périodes de dépression;

(2) Politique budgétaire prévoyant des déficits lorsque les dépenses privées sont faibles et des excédents lorsque ces dépenses sont élevées;

(3) Impôts dont le rendement varie selon les fluctuations de l'activité économique;

(4) Élaboration, par les gouvernements, d'évaluations concernant le revenu national et destinées à compléter leurs prévisions budgétaires et à les guider dans la détermination de leur politique anticyclique.

D. — Parmi les mesures concernant les investissements étrangers :

(1) Mesures tendant à favoriser les prêts étrangers anticycliques;

(2) Encouragement, dans toute la mesure possible, des investissements en actions ou des investissements directs, de préférence aux emprunts comportant un intérêt fixe;

(3) Clauses prévoyant, dans les contrats d'emprunt un amortissement accéléré en période d'activité et un ralentissement de cet amortissement en période de dépression, lorsque cette méthode est applicable.

*Mesures internationales recommandées.* — En raison du caractère international des dépressions, une grande importance est attachée aux mesures internationales. Les propositions formulées à cet effet se classent sous cinq rubriques :

(a) Adoption de politiques commerciales et économiques plus libérales et plus dynamiques;

(b) Création d'un mécanisme monétaire international;

(c) Création d'une institution internationale qui stimulera et encouragera les mouvements internationaux de capitaux pour des fins productives et qui, autant que possible, donnera à ces mouvements un caractère anticyclique;

(d) Création d'un organisme chargé de la gestion de stocks de prévoyance, qui aiderait

à assurer aux prix des matières premières et au revenu de leurs producteurs une stabilité plus grande que dans le passé;

(e) Coordination internationale des politiques nationales en vue du maintien d'un niveau d'emploi stable et élevé.

En ce qui concerne la dernière de ces propositions, la Délégation recommande la création d'un organisme central consultatif possédant une compétence reconnue et faisant partie intégrante de l'organisation internationale générale. Cet organisme devrait se réunir fréquemment et serait chargé des tâches suivantes :

(I) Étudier les politiques poursuivies par les différents gouvernements en tant qu'elles affectent l'activité économique;

(II) Étudier les fluctuations locales ou universelles de l'activité économique et analyser leurs causes;

(III) Tenir les gouvernements et le grand public au courant de ses constatations et mettre à la disposition des gouvernements ses avis sur les méthodes à suivre pour assurer le réveil ou le maintien de l'activité économique;

(IV) Prendre, le cas échéant, les arrangements nécessaires pour des discussions communes entre l'organisme lui-même et des représentants des gouvernements et des organes internationaux s'occupant de la politique économique;

(V) Recommander à l'organe compétent des Nations Unies des discussions communes entre gouvernements, lorsque cette procédure s'avérera opportune, en vue de l'élaboration de politiques identiques à l'égard de l'ennemi commun que constituent les dépressions.

*Avertissements de la Délégation.* — Dans tout son rapport, la Délégation ne cesse de mettre en garde contre le risque suivant : des méthodes inopportunes visant à assurer un degré élevé d'emploi pourraient conduire à l'inflation ou à un accroissement excessif de la dette nationale. Aussi insiste-t-elle sur la nécessité d'adapter, autant que possible, tout l'appareil national de production aux modifications de la demande, — sur le besoin de mobilité de la main d'œuvre, sur la rééducation professionnelle, etc... Elle insiste également sur le fait qu'il convient d'empêcher les monopoles et de réprimer toute tentative de la part d'un élément quelconque de la collectivité en vue d'acquiescer pour lui-même des avantages particuliers au moyen d'une politique de restrictions. La note dominante du rapport est l'expansion économique.

Enfin, la Délégation souligne également que le succès de la lutte engagée pour assurer un niveau d'emploi élevé ne dépend pas d'un simple vœu dans ce sens. Elle termine son rapport par l'avertissement suivant :

«... Rien ne saurait être plus dangereux ni plus inexact que de supposer que le maintien de l'emploi le plus complet possible peut être laissé au soin de chaque gouvernement agissant isolément et en pleine indépendance. Chaque gouvernement sera affecté par l'échec ou par le succès de tous les autres; tous devront collaborer pour essayer de réaliser la fin sur laquelle tous, croyons-nous, sont d'accord. Même avec une telle coopération, le succès ne sera ni facile ni rapide. »

\* \* \*

*La politique commerciale dans le monde d'après-guerre.* — Sér. P., S. d. N., 1945, II, A. 7, 144 pages. — Fr. suisses : 5.

Ce rapport d'ensemble traite de l'un des principaux problèmes qui figurent encore à l'ordre du jour international : le problème des politiques commerciales et des relations commerciales de l'après-guerre. Pendant la plus grande partie de la période d'entre les deux guerres, le Comité économique et le Comité financier de la Société eurent la tâche de préparer le terrain pour les efforts intergouvernementaux qui visaient à assurer une plus grande liberté et une plus grande égalité du commerce. Les deux comités examinent maintenant à la lumière de leur expérience, comment ces mêmes buts, que les Nations Unies se sont engagées à poursuivre, pourraient être le mieux atteints dans le monde d'après-guerre.

Les deux premiers chapitres contiennent un exposé sommaire des relations internationales entre 1920 et 1939 et formulent certaines conclusions au sujet de la procédure et de la politique futures. Le troisième chapitre fait ressortir l'interdépendance fondamentale qui existe entre le rétablissement d'un système commercial mondial et la réalisation de niveaux de vie plus élevés, de l'« emploi intégral » et de l'« égalité d'accès aux matières premières ». Les chapitres IV et V traitent d'une question essentielle : celle des moyens qui permettraient de réduire les barrières commerciales et d'éliminer progressivement le traitement discriminatoire dans l'état actuel et éventuel de désagrégation économique et financière. Le chapitre VI aborde un certain nombre de problèmes qui ne sont guère moins importants : ceux des unions douanières et des accords régionaux, des restrictions commerciales de caractère privé (cartels), des plans intergouvernementaux de réglementation des marchandises, et des obstacles qui entravent le ravitaillement en matières premières; il indique les directions dans lesquelles des solutions appropriées pourraient être recherchées. Le chapitre VII renferme des propositions concernant une action internationale immédiate. La doctrine

du Comité économique en matière de traitement de la nation la plus favorisée ainsi qu'une note du Secrétariat sur les mesures visant à empêcher le développement des intérêts privés, à l'abri des contrôles quantitatifs du commerce, pendant la période passagère de pénurie générale qui suivra la guerre, sont reproduites dans des appendices.

Les recommandations du rapport qui ont trait à une action internationale immédiate présentent naturellement un intérêt tout particulier en raison des décisions prises à San Francisco et de la déclaration suivant laquelle les États Unis ont l'intention de convoquer, dans un avenir rapproché, une conférence commerciale internationale. Les deux comités soulignent les énormes difficultés qui se dressent sur la voie du rétablissement d'un système commercial international fonctionnant sans heurts, mais ils considèrent que « le moment actuel fournit, pour formuler et adopter des politiques constructives à long terme, une occasion qui ne se présentera sans doute plus pendant bien des années » et ils insistent sur les avantages que présenterait un accord général portant sur des problèmes d'ensemble, s'il était réalisé au stade actuel. Ils considèrent qu'« une liaison directe entre les politiques commerciales et les politiques visant à assurer une expansion de la production et de la consommation et le maintien de niveaux d'emploi stables et élevés constitue une condition préalable essentielle du progrès dans la voie de la coopération économique internationale ». Ils expriment l'espoir que la conférence commerciale projetée examinera conjointement la politique commerciale et les aspects internationaux de la politique de l'emploi. Le présent rapport complète donc les rapports qui examinent cette dernière question et qui ont été récemment publiés par la Délégation de la Société des Nations chargée de l'étude des dépressions économiques (voir p. 181).

\* \* \*

*Les plans de reconstruction établis par la Société des Nations entre les deux guerres.* — Sér. P., S. d. N., 1945, II, A. 8, 193 pages. — Fr. suisses : 5.

L'Europe vient de voir se terminer la plus grande guerre que l'Histoire ait connue. Les nations victorieuses se préoccupent maintenant de la réparation des dommages matériels, des moyens d'assurer à la production et au commerce la possibilité d'une reprise, de l'établissement de conditions dans lesquelles les échanges de marchandises et de services puissent prendre, dans le monde entier, un développement profitable à tous.

Il peut être intéressant, au moment actuel, de rappeler de quelle manière des problèmes du même ordre furent abordés au lendemain de la première guerre mondiale, il y a vingt-cinq ans. Il fallut peu de temps aux vainqueurs, après la fin du conflit, pour constater qu'il importait, dans l'intérêt du règlement qu'ils avaient élaboré, d'aider les pays sur lesquels pesaient le plus lourdement les conditions de l'après guerre, et c'est à la Société des Nations que cette tâche incombait. L'assistance fournie consista en emprunts émis sous les auspices de la Société des Nations et en avis et consultations sur les questions financières, y compris celles que soulevait le nouvel établissement des populations échangées. L'Autriche, la Hongrie, la Grèce, la Bulgarie, Dantzig, et l'Estonie bénéficièrent d'une aide de ce genre.

Ces mesures de reconstruction financière ne s'accompagnèrent d'aucune stipulation concernant la politique commerciale. On estimait que, lorsque l'ordre serait rétabli dans les finances et que la stabilité des monnaies serait de nouveau assurée, les États reviendraient aux politiques relativement libérales qui avaient caractérisé les années d'avant la guerre de 1914.

L'étude qui paraît maintenant sous le titre : *Les plans de reconstruction établis par la Société des Nations entre les deux guerres*, définit les principes qui ont servi de base à ces plans et retrace la manière dont ces derniers ont été mis en œuvre; elle montre que, dans ce cas, l'équilibre financier a pu être établi, avec beaucoup moins de difficultés qu'on ne l'avait prévu, dans chacun des pays dont s'est occupée la Société des Nations, mais que, par contre, on ne réussit pas à stabiliser la situation économique mondiale. En fait, à mesure que le temps s'écoulait, et que s'évanouissaient les perspectives d'une action internationale concertée, dans le domaine économique, la tendance à l'autarcie limita de plus en plus étroitement les avantages qu'un grand nombre de pays auraient pu retirer d'un mouvement ascendant de la courbe du cycle économique et aggrava les difficultés que créa la phase descendante du cycle. Telles étaient les conditions qui régnaient dans une grande partie de l'Europe à la veille de la deuxième guerre mondiale.

\* \* \*

*Industrialisation et commerce extérieur.* — Sér. P., S. d. N., 1945, II, A. 10, 198 pages. — Francs suisses : 7,50.

L'industrialisation des régions encore non développées tend normalement à favoriser plutôt qu'à entraver l'activité commerciale des pays déjà industrialisés. Telle est la conclusion générale à laquelle aboutit une analyse des données statistiques des quelque soixante-dix années antérieures au récent conflit, qui fait l'objet d'un ouvrage tout récemment publié par la Société des Nations sous le titre *Industrialisation et commerce extérieur*.

Cet ouvrage a pour but d'étudier l'influence de l'industrialisation des régions relativement peu développées sur le commerce extérieur des pays industriellement plus avancés. « Au sujet de cette question, dit la préface, qui a déjà suscité de nombreux ouvrages et d'ardentes discussions, peu d'auteurs ont essayé, jusqu'à présent, de rassembler, à l'appui de leurs assertions, les arguments que l'on peut tirer du passé. Or, cet ensemble de faits, souvent difficiles à réunir en raison du caractère fugace des phénomènes dont il s'agit, est néanmoins de la plus haute importance pour ceux auxquels incombe la responsabilité de formuler une politique commerciale. »

Une analyse approfondie des données statistiques relatives à la période 1871-1938 aboutit à trois constatations essentielles. En premier lieu, jusque vers 1930, le développement de l'industrie manufacturière, bien loin de rendre les divers pays indépendants de l'extérieur pour les articles manufacturés, a stimulé l'importation de ces articles. En second lieu, jusque vers 1930 également, les pays où l'industrie manufacturière s'est développée le plus rapidement ont, en règle générale, accru leurs importations d'articles manufacturés dans des proportions plus considérables que les autres pays. Enfin, après l'effondrement du commerce multilatéral, survenu au début de la période 1930, la relation qui s'était ainsi établie entre le développement de l'industrie et celui du commerce des articles manufacturés a été rompue.

Le problème de l'industrialisation doit donc être envisagé par rapport à la question générale de la reprise et du maintien ultérieur d'un système efficace d'échanges multilatéraux. La manière dont s'effectuaient ces échanges jusqu'en 1930 a été étudiée récemment dans une autre publication de la Société des Nations qui a pour titre : *Le réseau du commerce mondial*.

La thèse soutenue est que, surtout dans les pays agricoles à population dense, mais « en retard » au point de vue industriel, il y a de sérieux avantages à créer une petite industrie décentralisée, produisant pour les marchés locaux, n'exigeant que de faibles investissements de capital, mais capable d'absorber une grande partie de la main d'œuvre qui y est abondante. Le problème est également étudié par rapport à l'organisation sociale, à l'accroissement démographique, aux transports, aux importations de capitaux, à la protection douanière, etc... Les résultats de cette analyse présenteront certainement un intérêt particulier pour les pays qui en sont encore aux premiers stades de leur développement industriel.

En annexe, on trouvera des tableaux qui donnent, par pays et pour une longue période, les indices de la production manufacturière, ainsi que les chiffres du commerce des articles manufacturés et des produits de base. Ces renseignements seront utiles pour tous ceux qui s'intéressent à ces questions particulières, ainsi qu'à d'autres problèmes connexes rentrant dans le domaine des recherches économiques.

\* \* \*

*Revue de la situation économique mondiale, onzième année 1942-1944.* — Sér. P., S. d. N., 1945, II, A. 4. 357 pages. — Fr. suisses : 10.

La dernière édition de la *Revue de la Situation économique mondiale* donne un tableau d'ensemble de la situation économique du monde à la veille de la victoire des Nations Unies en Europe. Comme cette situation sera nécessairement le point de départ d'une partie considérable de l'œuvre de reconstruction d'après guerre, cet ouvrage présente un intérêt spécial pour le grand public aussi bien que pour les économistes, les fonctionnaires et les hommes d'affaires. Il traite d'une période au cours de laquelle la mobilisation des ressources en vue de la guerre est arrivée à son point culminant et où les efforts imposés pour faire face aux besoins de la guerre dans le monde entier ont atteint leur maximum. La période étudiée va de l'automne 1942 à la fin de 1944 et, dans certains cas, on a même pu pousser l'étude jusqu'aux premiers mois de 1945.

Le premier chapitre passe en revue la situation générale, pays par pays. Il expose, notamment, les sources et les méthodes de l'effort économique de guerre aux États Unis et dans le Royaume Uni, l'effritement de la structure économique de l'Allemagne, les effets de l'occupation allemande et les questions qui se posent dans les pays libérés d'Europe. Les problèmes de reconstruction de la Russie soviétique font l'objet d'une attention spéciale. Enfin, le Japon et sa « sphère de coprosperité » figurent parmi les autres régions étudiées dans ce chapitre.

Vient ensuite une étude des ressources mondiales en matières premières « stratégiques », où l'on examine entre autres questions, celle des excédents de certaines marchandises que l'on peut prévoir pour la période d'après guerre, ainsi que celle de l'accroissement, pendant les hostilités, de l'emploi des matières premières synthétiques. L'exposé relatif à l'activité industrielle, à l'emploi et à la production de guerre est suivi d'une étude sur la production mondiale des denrées alimentaires.

Dans le chapitre sur le rationnement et la consommation on trouvera une étude détaillée qui met en lumière les carences alimentaires et les modifications apportées à la composition des régimes, notamment en Europe, ainsi qu'une comparaison entre le niveau de la consommation en 1944, d'une part, et, d'autre part, les conditions d'avant guerre et les normes scientifiques de nutrition.

Le chapitre sur les finances et les banques porte essentiellement sur les problèmes des finances de guerre et les dangers d'inflation. Il indique la part du revenu national qui a été absorbée par les dépenses de guerre, la proportion des dépenses couverte par l'impôt, les changements survenus dans les engagements monétaires internationaux et l'expansion générale du volume de la circulation monétaire et des dépôts bancaires. On y trouve aussi une intéressante comparaison entre les finances publiques, l'inflation et la hausse des prix pendant la guerre qui vient de finir (1939-1944) et pendant la première guerre mondiale (1914-1919).

Un chapitre sur les mouvements récents des prix, les contrôles des prix et la politique des salaires dans différents pays est suivi d'une étude détaillée du commerce entre les Nations Unies, dans la zone commerciale japonaise, ainsi que dans l'Europe occupée par l'Allemagne. On a spécialement insisté sur le volume des fournitures au titre de la loi « prêt-bail » et de l'aide réciproque entre les Nations Unies, ainsi que sur l'exploitation des pays qui se trouvaient sous le contrôle de l'Allemagne.

Le problème capital des transports fait l'objet du dernier chapitre de l'ouvrage, qui traite, en particulier, des pertes de tonnage maritime, des constructions de navires et des routes maritimes d'approvisionnement des Nations Unies, ainsi que de la désagrégation des transports intérieurs de l'Europe continentale.

Dans tout le cours de l'ouvrage, il est fréquemment fait mention des problèmes qui se posent en matière d'alimentation, de finances, de transport, etc., dans les pays européens libérés.

Les nombreux graphiques et tableaux englobent, dans la plupart des cas, la totalité de la période des hostilités depuis 1939 et mettent ainsi en lumière l'histoire économique de la guerre depuis ses débuts.

On trouvera également dans cet ouvrage un exposé des diverses organisations nouvelles que les Nations Unies ont instituées ou qu'elles se proposent de créer pour développer, après la guerre, la coopération économique internationale.

## VI

### PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

(à l'exclusion des publications hebdomadaires)

A. — DU 1<sup>er</sup> MAI AU 30 JUIN 1946 (suite)

#### I. — Publications périodiques (périodicité inférieure à une année).

##### PAYS-BAS

Bulletin mensuel de Statistique de la Ville d'Amsterdam.	Juillet-sept. 1945.	1 fasc.
Bulletin mensuel du Bureau central de Statistique.	Oct.-déc. 1945.	1 fasc.

##### PORTUGAL

Bulletin mensuel de l'Institut national de Statistique.	Nov. 1945 à févr. 1946.	4 fasc.
Revue du Centre d'Études démographiques.	1945, n° 2.	1 fasc.

##### SUÈDE

Aperçu mensuel des Chemins de fer suédois.	Déc. 1945 à mars 1946.	4 fasc.
Bilan de la Banque d'État.	Mars et avril 1946.	2 fasc.
État mensuel de la Dette nationale suédoise.	Avril et mai 1946.	2 fasc.
Journal économique (Ekonomisk Tidskrift).	Mars 1946.	1 fasc.
Rapport mensuel des Banques.	Mars à mai 1946.	3 fasc.
Statistique mensuelle du Commerce.	Mars et avril 1946.	2 fasc.

SUISSE

Aussenwirtschaft.	Juin 1946.	1 fasc.
Bulletin mensuel de la Banque nationale suisse.	Mai et juin 1946.	2 fasc.
Revue suisse d'Économie politique et de Statistique.	Févr. 1945 à juin 1946.	9 fasc.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Aperçu mensuel du Commerce extérieur.	Févr. et mars 1946.	2 fasc.
Rapports sur les prix :		
a) Indices du coût de la vie à Prague.	Avril et mai 1946.	2 fasc.
b) Indices des prix de gros.	Avril et mai 1946.	2 fasc.
Renseignements statistiques de la République tchécoslovaque.	Mai et juin 1946.	2 fasc.

U. R. S. S.

L'Économie et la Politique mondiales.	Janv.-févr. et mars 1946.	2 fasc.
---------------------------------------	---------------------------	---------

YOUGOSLAVIE

Activité économique en Yougoslavie.	Janv. 1940 à janv. 1941. + 3 suppl.	16 fasc.
-------------------------------------	--	----------

II. — Publications annuelles et autres publications officielles.

FRANCE ET COLONIES

Annuaire statistique des Possessions françaises (Mines et Électricité).	1944.	1 fasc.
Bilan de l'Énergie en France, en Grande Bretagne et aux États Unis, de 1929 à 1944 (Institut de Conjoncture).		1 fasc.
Rapport annuel de l'A. N. S. A.	1945.	1 fasc.
Rapport sur la situation des Sociétés d'Assurances et de Capitalisation.	1942.	1 fasc.
Statistique de l'Industrie minérale en France, Algérie et Colonies.	1941/1942 à 1944.	3 vol.

ARGENTINE (RÉPUBLIQUE)

Anuario del Comercio exterior.	1940 à 1943.	4 vol.
Anuario Estadístico (Provincia de Buenos-Ayres).	1940 à 1942.	3 vol.
Censo industrial.	1935.	1 vol.
Censo de las Plantaciones de cana de azucar.	1945.	2 fasc.
Estadística industrial.	1939 et 1941.	2 vol.
Industria del Aceite.	1942/1943.	1 fasc.
Industria de la Energia electrica.	1943.	1 fasc.
Industria frigorifica.	1944.	1 fasc.
La Poblacion y el Movimiento demografico.	1942/1943.	1 fasc.
La Poblacion de la Republica Argentina.	31 déc. 1944.	1 fasc.

BRÉSIL

Anuario Estatístico do Distrito Federal.	1941.	1 vol.
Departamento administrativo de Serviço Publico (Esboço historico das Construcao de C. N. E. P.A.)	1945.	1 fasc.
Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística :		
a) Anuario Estatístico do Brasil.	1939/1940.	1 vol.
b) Brazilian Statistical System.		1 fasc.
c) Colecao de Decretos, Leis.	1940.	1 fasc.
d) Divisao Territorial do Brasil.		1 vol.
e) Educaçao e Saude.	1942.	1 vol.
f) Estatísticas Educacionais.		1 fasc.
g) O Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística e a Educaçao.	Vol. I et II.	2 vol.
h) O Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística e a Ortografia.		1 fasc.
i) Legislaçao Orgânica do Sistema Estatístico-Geográfico.	1934/1939.	1 vol.
j) Relatorio.	1944.	1 vol.
k) Resoluçoes da Assemblera Geral do Conselho Nacional de Estatistica.	Tome VI (1942).	1 fasc.
l) Resoluçoes da Junta Executiva Xentral do Conselho Nacional de Estatistica.	Vol. VIII (1944).	1 fasc.

**BRÉSIL (suite).**

**Ministerio da Agricultura :**

a) Centro nacional de Ensino e Pesquisas Agronômicas.	1941 à 1945.	8 fasc.
b) Departamento nacional da Produção Animal.	1941 à 1945.	27 fasc.
c) Departamento nacional da Produção Florestal.	1941 à 1945.	7 fasc.
d) Departamento nacional da Produção Mineral.	1941 1943.	2 fasc.
e) Departamento nacional da Produção Vegetal.	1942 à 1945.	21 fasc.
f) Escola nacional de Agronomia.	1944.	3 fasc.
g) Serviço de Documentação.	1945.	54 fasc.
h) Serviço de Economia Rural.	1941 à 1945.	7 fasc.
i) Serviço de Informação Agrícola.	1944 à 1945.	73 fasc.
j) Superintendência do Ensino agrícola e veterinario.	1944 et 1945.	4 fasc.

**BULGARIE**

Le revenu national en Bulgarie.	1939-1944-1945.	1 fasc.
---------------------------------	-----------------	---------

**CANADA**

Annuaire Statistique pour la Province de Québec.	1939 à 1944.	5 vol.
--	--------------	--------

**DANEMARK**

Élections pour le Rigsdag.	1945.	1 fasc.
----------------------------	-------	---------

**ÉTATS-UNIS**

American Philosophical Society.	1940.	1 vol.
Report of Cowles Commission for Research in Economics.	1945.	1 fasc.
Statistical Abstract of the U. S.	1944/1945.	1 vol.
U. S. Department of Agriculture.	1936 à 1944.	40 fasc.

**FINLANDE**

Revue commerciale de Finlande.	1941 à 1945.	6 fasc.
--------------------------------	--------------	---------

**HONGRIE**

Budapest au seuil de l'hiver 1945-1946.		1 fasc.
---	--	---------

**INTERNATIONAL (S. D. N.)**

Annuaire Statistique de la S. D. N.	1942/1944.	1 vol.
Industrialisation et Commerce extérieur.		1 vol.
Modèles de Conventions bilatérales tendant à éviter, dans le domaine international, les doubles impositions et l'évasion fiscale.		1 fasc.
Monnaies et Banques.	1942/1944.	1 vol.
Plans de reconstruction établis par la S. D. N. entre les deux guerres.		1 vol.
Politique commerciale dans le monde d'après-guerre.		1 vol.
Rapport au Conseil sur les travaux de la session mixte.	1945.	1 fasc.
Revue de la Situation économique mondiale.	1942/1944.	1 vol.
Stabilité économique dans le monde d'après-guerre.		1 vol.

**NORVÈGE**

Annuaire Statistique de la Ville d'Oslo.	1945.	1 fasc.
Statistique des Banques privées par actions et des Caisses d'épargne.	1944.	1 fasc.
Statistique du Commerce de la Norvège.	1945.	1 fasc.

NOUVELLE-ZÉLANDE

New-Zealand Official Year-Book. 1945. 1 vol.

PORTUGAL

Sóbre o diferimento da data do nascimento em Portugal. 1 fasc.  
 Statistique agricole. 1944. 1 fasc.  
 Statistique industrielle. 1944. 1 fasc.  
 Statistique judiciaire. 1944. 1 fasc.

SUÈDE

Accidents de la circulation routière. 1944. 1 fasc.  
 Justice criminelle. 1943. 1 fasc.  
 Population dans les districts administratifs. 1945. 1 fasc.  
 Matériaux statistiques primaires de la navigation de la Suède. 1944. 1 fasc.  
 Rapport des Banques de l'Union des Agents de change et Bourses des valeurs. 1945. 1 fasc.

SUISSE

Examen de gymnastique lors du recrutement. 1943. 1 fasc.

URUGUAY

Sintesis Estadistica. 1941-1942. 1 vol.

B. — DU 1<sup>er</sup> JUILLET AU 31 AOUT 1946

I. — Publications périodiques.

(Périodicité inférieure à un an.)

FRANCE ET COLONIES

Agriculture pratique. Juin à août 1946. 3 fasc.  
 Bulletin de l'Association France—Grande Bretagne. Mai 1946. 1 fasc.  
 Bulletin mensuel d'Informations économiques. Juin à août 1946. 2 fasc.  
 Bulletin mensuel de Statistiques coloniales. Avril mai 1946. 1 fasc.  
 Id. Annexe à Supplément statistique n° 1. 1 fasc.  
 Id. Supplément statistique n° 2. 1 fasc.  
 Id. Indice des cours des valeurs coloniales à Paris. 1 fasc.  
 Id. Quelques renseignements sur la Réunion de 1939 à 1944. 1 fasc.  
 Bulletin mensuel de Statistique départementale. Mai 1946. 1 fasc.  
 Bulletin trimestriel d'Informations (Association France—U. R. S. S.) Janvier-mars 1946. 1 fasc.  
 Bulletin de la Société nationale d'Horticulture de France. Avril-juin 1946. 1 fasc.  
 Cahiers de l'Économie soviétique. Avril-juillet 1946. 1 fasc.  
 Id. Supplément : Le 4<sup>e</sup> plan quinquennal. 1 fasc.  
 Conjoncture économique et financière. Mai juillet 1946. 1 fasc.  
 Intermédiaire des Recherches mathématiques. Janv. et avril 1946. 2 fasc.  
 Point économique (Institut de Conjoncture). Avril 1946. 1 fasc.  
 Sondages de l'Institut français d'Opinion publique. 16 juillet 16 août 1946. 2 fasc.

ARGENTINE (RÉPUBLIQUE)

Boletin del Museo social argentino. Mars-avril 1946. 1 fasc.  
 Consejo nacional de Estadistica y Censos :  
 Actividad industrial. Février à mai 1946. 4 fasc.  
 El Comercio exterior. Février à mai 1946. 4 fasc.  
 Las Exportaciones argentinas. Février à juin 1946. 5 fasc.  
 Revista de Ciencias economicas. Janv. à mars 1946. 3 fasc.  
 Revista de Estadistica municipal (Buenos-Ayres). Oct.-déc. 1945. 1 fasc.

<b>BELGIQUE</b>		
Bulletin de la Banque nationale de Belgique.	Février à mai 1946.	4 fasc.
Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales.	Avril 1946.	1 fasc.
Bulletin de Statistique.	Mai 1946.	1 fasc.
Revue du Travail.	Mai-juin 1946.	1 fasc.
<b>BRÉSIL</b>		
Boletim estatístico.	Oct.-déc. 1945.	1 fasc.
<b>CANADA</b>		
L'Actualité économique.	Juillet 1946.	1 vol.
<b>CHILI</b>		
Estadística chilena.	Janv.-février 1946.	1 fasc.
<b>COLOMBIE</b>		
Anales de Economía y Estadística.	Janv. à avril 1946.	2 fasc.
<b>ÉTATS-UNIS</b>		
American economic Review.	Mai 1946.	1 vol.
American Journal of Hygiene.	Mai 1946.	1 fasc.
Bulletin of the National City Bank of New-York.	Mai, juillet et août 1946.	3 fasc.
Federal Reserve Bulletin.	Juin et juillet 1946.	2 fasc.
Geographical Review.	Juillet 1946.	1 fasc.
Population Index.	Avril 1946.	1 fasc.
<b>FINLANDE</b>		
Monthly Bulletin Bank of Finland.	Avril-juin 1946.	1 fasc.
Revue commerciale de Finlande.	Juin 1946.	1 fasc.
Unitas.	Mai 1946.	1 fasc.
<b>GRANDE-BRETAGNE</b>		
Journal of the Royal Statistical Society.	I/1944.	1 fasc.
The Ministry of Labour Gazette.	Juin et juillet 1946.	2 fasc.
Monthly Digest of Statistics.	Juillet 1946.	1 fasc.
London and Cambridge Economic Service-Bulletin.	Janv. 1940 à juillet 1946.	27 fasc.
Id. — Special Memorandum n° 49.		1 fasc.
<b>INTERNATIONAL</b>		
Bulletin mensuel de Statistique agricole et commerciale (Institut international d'Agriculture).	Mars avril 1946.	1 fasc.
Bulletin mensuel de Statistique (S. D. N.).	Juin et juillet 1946.	2 fasc.
Revue internationale du Travail (B. I. T.).	Déc. 1945.	1 fasc.
<b>ITALIE</b>		
Bolletino mensile di Statistica.	Juin 1946.	1 fasc.
Giornale degli Economisti e Annali di Economia.	Mars-avril 1946.	1 fasc.
<b>NORVÈGE</b>		
Bulletin mensuel du Commerce extérieur.	Mai 1946.	1 fasc.
<b>PAYS BAS</b>		
Bulletin mensuel du Bureau central de Statistique.	Janv. à mars 1946.	2 fasc.
Bulletin mensuel de Statistique de la Ville d'Amsterdam.	Oct.-déc. 1945.	1 fasc.

**SUISSE**

Aussenwissenschaft.	Mars 1946.	1 fasc.
Bulletin mensuel de la Banque nationale suisse.	Juillet 1946.	1 fasc.

**TCHÉCOSLOVAQUIE**

Aperçu mensuel du Commerce extérieur.	Avril 1946.	1 fasc.
Rapports sur les prix (coût de la vie à Prague et prix de gros).	Juin et juillet 1946.	4 fasc.
Revue statistique tchécoslovaque.	Juin 1946.	1 fasc.
Renseignements statistiques de la République tchécoslovaque	Juillet-août 1946.	1 fasc.

**U. R. S. S.**

L'Économie et la Politique mondiales.	Avril-mai 1946.	1 fasc.
---------------------------------------	-----------------	---------

**II. — Publications annuelles et autres publications officielles,**

**FRANCE ET COLONIES**

Annuaire hydrologique de la France.	1944.	1 vol.
Documents sur le problème du logement à Paris. (Direction de la Statistique générale).		1 vol.
Rapport sur l'activité du Crédit agricole mutuel.	1944.	1 fasc.
Rapport sur la situation du Crédit agricole mutuel.	31 déc. 1945.	1 fasc.

**ARGENTINE (RÉPUBLIQUE)**

El Comercio exterior argentino en los primeros semestros.	1945/1944.	1 vol.
---	------------	--------

**BRÉSIL**

Banco do Brasil-Relatorio.	1945.	1 vol.
----------------------------	-------	--------

**CANADA**

Statistiques municipales de la Province de Québec.	1943.	1 vol.
--	-------	--------

**COLOMBIE**

Estadística fiscal y administrativa.	1944.	1 vol.
--------------------------------------	-------	--------

**ÉTATS-UNIS**

Agricultural Statistics.	1945.	1 vol.
Vital statistics rates in the U. S. A.	1900-1940.	1 vol.

**HONGRIE**

Annuaire statistique hongrois.	1938, 1939 et 1941.	3 vol.
Commerce extérieur.	1939.	1 vol.
Stand der Eisenbahnen.	1938 et 1939.	2 vol.
Principales données d'exploitation de l'agriculture suivant l'importance des exploitations.	1935.	1 vol.

INTERNATIONAL (S. D. N.)		
Annuaire statistique de la S. D. N.	1939/1940.	1 vol.
Les besoins de l'Europe en produits d'outre-mer. 1919-1920.		1 vol.
Les conditions des placements étrangers privés.		1 vol.
Les contrôles quantitatifs du commerce.		1 vol.
L'expérience monétaire internationale.		1 vol.
Les fluctuations économiques aux États-Unis et dans le Royaume-Uni. 1918-1922.		1 vol.
Money and Banking.	1940/1942.	1 vol.
L'œuvre de secours, 1919-1923.		1 vol.
La politique commerciale entre les deux guerres.		1 vol.
La production agricole dans l'Europe continentale pendant la guerre 1914-1918 et pendant la période de reconstruction.		1 vol.
Prospérité et dépression.		1 vol.
Rapport au Conseil sur les travaux de la session mixte.	1942 et 1943.	2 fasc.
Rapport sur les travaux de la 10 <sup>e</sup> session du Comité fiscal.		1 fasc.
52 <sup>e</sup> Rapport du Commissaire de la S. D. N. en Bul- garie.	1939.	1 fasc.
Rationnement alimentaire et ravitaillement.	1943/1944.	1 vol.
Revue de la situation économique mondiale.	1939/41 et 1941/42.	2 vol.
ITALIE		
Compendio statistico italiano.	1946.	1 vol.
NORVÈGE		
L'industrie laitière.	1944.	1 vol.
Finances des communes.	1941/1942.	1 vol.
Statistique industrielle.	1942/1943.	1 vol.
Statistique des banques privées et des caisses d'épar- gne.	1944.	1 vol.
PORTUGAL		
Annuaire de la Chambre de Commerce française du Portugal.	1946.	1 vol.
SUISSE		
Annuaire statistique.	1944.	1 vol.
Recensement de la population. Vol. 10. Canton de Neuchâtel.	1941.	1 vol.
TCHÉCOSLOVAQUIE		
Population de la Bohême.	1945.	1 fasc.
Résultats des élections législatives.	1946.	7 fasc.

---

**Le Gérant : R. WALTHER.**

---